## Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

068-226800019-20130219-2013\_00088\_DA-AR

### Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/02/2013

Publication: 22/03/2013

Pour l'"Autorité Compétente" par délégation

In Oper To Survice

Direction de l'Autonomie

Service Tarification des Établissements Sociaux

Nathanie MAPLO

\_

2013 00088 Colmar, le

ARRETE

DA

Conseil Général

Haut-Rhin

du

19 FEV. 2013

Portant fixation des tarifs horaires 2013 du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile pour les personnes adultes handicapées de l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE

- VU le Code de l'Action sociale et des familles, et notamment les articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs à la tarification et aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-130 à R 314-136 relatifs aux dispositions propres aux services d'aide à domicile, et les articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;
- VU l'arrêté ministériel NOR: SSHA0524815A du 28 décembre 2005 fixant les tarifs de l'élément de la prestation de compensation mentionné au 1° de l'article L 245-3 du code de l'action sociale et des familles, tel que modifié par les arrêtés NOR: SANA0620009A du 2 janvier 2006, NOR: SSHA0720947A du 2 mars 2007 et NOR: MTSA0809190A du 25 mai 2008;
- VU l'arrêté n° 2005 00591 DSOL du 12 décembre 2005 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE;
- VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU les propositions budgétaires formulées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU le rapport CG-2012-6-4-2 approuvé en séance du 5 décembre 2012 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2013
- vu l'arrêté 2013 000 86 portant notification de la décision d'autorisation budgêtaire en date du 1900 2013;
- SUR proposition du Directeur Général des Services du Département

#### ARRETE

## ARTICLE 1 \*\*:

Les coûts horaires des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile pour les personnes adultes handicapées effectuées par l'Association « Le Droit de Vivre », sont fixés comme suit à compter du 1 « avril 2013 :

## Auxiliaires de Vie Sociale

Frais de structure :	4,64 €
Frais de coordination et d'encadrement :	1,37 €
Coût horaire intermédiaire des Auxiliaires de Vie :	<u>17,31 €</u>
Total:	23,32 €

### ARTICLE 2:

Les tarifs pour l'élément aide humaine de la prestation de compensation du handicap en cas de recours à une Auxiliaire de Vie de l'Association « Le Droit de Vivre » sont fixés comme suit :

Jours ouvrables : Dimanches et jours fériés : majoration de 45 % de la part variable du tarif (rémunérations)	23,32 €
	31,11 €

### ARTICLE 3:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

# ARTICLE 4:

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

Pour le Président et par délégation Le Directeur Gandral Adjoint

LE PRESIDENT

Michel CHOCHOY